

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

L. BODIO

**Italie. (La statistique officielle en France et à l'étranger.  
Organisation, travaux et publications des services de  
statistique des différents ministères)**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome S26 (1886), p. 347-360

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1886\\_\\_S26\\_\\_347\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1886__S26__347_0)

© Société de statistique de Paris, 1886, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# ITALIE

---

## PREMIÈRE PARTIE

### Aperçu historique.

---

Le service de la statistique du royaume d'Italie a été constitué par arrêté royal, le 9 octobre 1861, c'est-à-dire presque au lendemain de l'union du royaume de Sardaigne, des provinces centrales et méridionales de l'Italie.

Dès son origine, le bureau de la statistique a été rattaché au ministère de l'agriculture et du commerce, tandis que fonctionnait à ses côtés une commission consultative de statistique composée de 9 membres, y compris son président, tous nommés par le roi. La direction du bureau de statistique fut confiée à mon honorable prédécesseur et ami, M. Pierre Maëstri, qui consacra à son service jusqu'à son dernier souffle, car c'est dans l'exercice de ses fonctions, et pour ainsi dire sur la brèche, qu'il succomba en 1871.

La statistique était déjà en honneur dans le royaume de Sardaigne, et on lui devait des travaux d'une haute valeur et établis avec une sincérité parfaite, même avant que la Constitution de 1848 eût établi le Parlement, chargé de discuter et de juger souverainement les actes de l'administration.

Dès 1839, une commission supérieure de statistique publiait les résultats du dénombrement de la population effectué en 1838, et s'appliquait à rassembler les matériaux d'une statistique de l'état civil pour la période 1819-1838. Plus tard, elle mettait à jour une statistique des finances des communes du Piémont et de la Ligurie, pour la période 1822-1847. C'est aussi vers cette époque, en 1842, que parut la première statistique de la justice criminelle, dont les résultats ont été résumés dans un rapport remarquable du secrétaire d'État, M. Avet.

Viennent ensuite les rapports d'une commission spéciale de statistique sur l'administration de la justice civile et commerciale, qui furent publiés en 1852 et 1857, et auxquels se rattachent les noms illustres de Mancini et du comte Sculpis.

Ce ne sont pas là les seuls fruits de l'activité statistique de l'ancien royaume Sarde, car l'on peut dire qu'il s'est livré en peu de temps à une série d'investigations portant sur presque toutes les branches de la science administrative et économique.

Dans les provinces Lombardo-Véniennes, l'Autriche possédait une administration paperassière, qui faisait un assez large usage des formulaires et des tableaux chiffrés, mais on pouvait contester la sincérité de ces chiffres, en présence de la sourde hostilité qui régnait entre le peuple et son Gouvernement. Néanmoins

et grâce aux efforts du baron de Czörnig, l'administration autrichienne avait ébauché les principaux contours d'une statistique administrative et démographique, et deux chaires, l'une à Pavie et l'autre à Padoue, étaient consacrées à l'enseignement de la statistique.

En Toscane, la statistique du mouvement de la population était publiée tous les ans, depuis 1818, par un bureau spécial qui puisait ses renseignements dans les registres de l'état civil, alors tenus par les curés des paroisses. Un bureau de statistique fut créé dans le Grand-Duché, en 1849, sous la direction de M. Zuccagni-Orlandini, dont le nom est connu par suite de l'ouvrage qu'il a laissé sous le titre de *Corographia d'Italia*, et qui se fait remarquer par des aperçus ingénieux touchant à la fois à l'histoire, à la statistique et aux beaux-arts.

Il convient également de citer les notices statistiques du comte Serristori. Ces notices sont utiles à consulter, mais ce ne sont là que des chapitres détachés d'un ouvrage qu'il poursuivait sans caractère officiel.

Dans l'ancien royaume des Deux-Siciles, il y avait deux bureaux de statistique, l'un pour la Sicile, fondé en 1832, l'autre pour le royaume de Naples, fondé en 1851. L'on avait même organisé, à côté de ces bureaux, un réseau de commissions provinciales chargées de réunir les matériaux élémentaires à leur source même. C'était là, en apparence, une bonne organisation, mais la réalité ne répondait pas au programme, et les services rendus étaient à peu près nuls.

Les efforts privés avaient plus de succès et le *Journal de statistique* de la Sicile se faisait remarquer par d'excellents mémoires dus aux professeurs François Ferrara, Emeric Amari, François Perez et à une élite d'écrivains dont la renommée dépassait les frontières de l'Italie, bien qu'elle ne fût alors, comme on l'a dit, qu'une simple expression géographique.

Il existait des bureaux de statistique dans certains petits États de la Péninsule. C'est ainsi que M. Roncaglia, dans le duché de Modène, et M. Molossi, dans le duché de Parme, avaient produit des monographies à bon droit appréciées.

A Rome même, dans les États pontificaux, on peut citer le dénombrement de la population effectué, sous la direction de M. Grifi, et la statistique de la bienfaisance publique, due à M<sup>gr</sup> Morichini : ouvrages officiels qui ne sont pas dépourvus de mérite.

Je me borne à ce simple aperçu, en renvoyant ceux qui voudraient avoir des renseignements plus complets sur la statistique des anciens États de l'Italie, aux travaux de M. César Correnti qui en a retracé l'histoire, de main de maître, dans l'*Annuaire statistique italien* de 1858.

M. Correnti n'a pas cessé d'être l'inspirateur des travaux de la statistique officielle italienne, et il a puissamment contribué à en élargir les horizons. Il a été un des collaborateurs les plus assidus des *Annales universelles de statistique*, publication périodique privée qui avait été fondée par Romaguosi et Gioja, poursuivie par Sacchi et Castiglioni, et qui a été remplacée plus tard par les *Archives de statistique*.

Aussi, est-ce à M. Correnti qu'a été dévolue, depuis l'origine de l'institution, la présidence de la commission centrale (qui plus tard a pris le nom de Conseil supérieur de statistique), conseil qui a compté parmi ses membres MM. Messedaglia, Boccardo, Lampertico, Morpurgo (aujourd'hui décédé), Gabelli, Ellena, Ferraris, Carlo, Gabaglio, etc., c'est-à-dire les hommes qui ont fourni les meilleurs travaux à la statistique italienne.



## DEUXIÈME PARTIE

### Organisation actuelle et travaux de la statistique italienne.

De tous les États de l'Europe, à l'exception peut-être de la Suède, c'est l'Italie qui, dans l'organisation de ses services statistiques, touche de plus près à la centralisation.

Cette centralisation se présente sous deux aspects. Elle tient aux services appartenant primitivement à d'autres ministères, et qui maintenant sont concentrés dans une seule direction générale, rattachée au ministère du commerce et de l'industrie, et, d'autre part, à la concentration du dépouillement des bulletins élémentaires et des documents primordiaux dans un seul bureau central, où un personnel spécialement dressé et fortement discipliné opère la classification et le groupement des faits d'après des règles uniformes et bien déterminées.

L'unité de vues qu'il est indispensable de maintenir dans la conduite des travaux est, en outre, assurée par un conseil supérieur.

Ce conseil, composé de délégués des différents ministères et de dix membres nommés par décret royal parmi les hommes les plus marquants dans la science, discute les programmes de nouvelles enquêtes qui lui sont soumis par le directeur général.

Un comité exécutif, dont le directeur général est le président, prépare les résolutions à proposer au conseil, et veille aussi à leur exécution.

Bien que la direction soit unique et qu'on puisse la considérer comme l'observatoire central des faits administratifs et sociaux, la variété des recherches ne nuit pas à l'exactitude des résultats, et cela, grâce à la compétence spéciale du personnel de chaque section.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne la statistique sanitaire, trois médecins répondent de la valeur du travail. De même, pour la statistique judiciaire, le travail est contrôlé par des docteurs en droit ayant une connaissance approfondie de la procédure civile et pénale. Enfin, des docteurs ès sciences mathématiques et d'autres spécialistes sont chargés de coordonner les tables de mortalité, les tables de population par âge, de vérifier les conditions des emprunts de communes et d'assurer toutes les applications mathématiques, ainsi que leur démonstration par des formules algébriques ou des représentations graphiques.

La spécialisation des aptitudes du personnel affecté aux différentes branches de la statistique se trouve ainsi assurée, et il n'y a plus d'inconvénient à ce que tous les travaux soient centralisés dans un seul service placé sous la surveillance et soumis à l'impulsion d'un homme à qui l'on veut bien reconnaître une main ferme et un certain esprit d'initiative.

Mais il est loin de ma pensée d'exagérer les bienfaits de la centralisation, du moins en ce qui regarde la réunion matérielle de tous les bureaux de statistique dans un même local et sous une direction unique. Je suis prêt à admettre qu'il n'y a rien d'absolu en pareille matière et que les enquêtes statistiques peuvent être aussi bien poursuivies par des bureaux appartenant à des administrations séparées. J'ajouterai qu'en Italie même, la centralisation, considérée à ce point de vue, n'a pas été le résultat d'une pensée théorique ou d'un plan préconçu d'organisation générale du service de l'État, elle a été amenée plutôt par des causes secondaires et par des circonstances accidentelles.

Et, en effet, c'est parce que la statistique de l'instruction publique, par exemple, avait été délaissée pendant quelques années, et qu'on ne pensait à la renouveler que lorsqu'on avait besoin d'une démonstration à l'appui d'un projet de loi de réforme scolaire, c'est parce que, d'un autre côté, la statistique judiciaire avait été également négligée, qu'on a

songé à confier ces deux branches d'études à la direction générale de la statistique, qui se trouvait prête et tout outillée, et dont on avait pu déjà apprécier les services.

Toutefois, je le répète, je ne trouve aucun inconvénient à ce que les travaux statistiques se fassent dans des bureaux séparés; mais c'est à la condition que ces travaux ne soient pas considérés comme l'accessoire d'autres fonctions administratives, mais comme une besogne ordinaire débarrassée d'autres soucis et principalement de celui de fournir des arguments à l'appui d'une thèse déterminée pour les débats parlementaires.

Ce qui est absolument nécessaire pour éviter les doubles emplois, pour ne pas fatiguer les administrations locales et pour bien coordonner entre elles les enquêtes statistiques, pour obtenir, enfin, que leurs résultats se servent mutuellement de contrôle, c'est l'établissement d'une commission centrale, espèce de magistrature statistique dans laquelle se trouvent représentées toutes les branches des services publics, aussi bien que celles de la science sociale. C'est à cette commission qu'il appartient de tracer les règles à suivre dans les recherches statistiques, c'est à elle qu'il convient de soumettre l'examen et l'appréciation de la valeur des résultats obtenus.

Telles sont les raisons principales en vertu desquelles la direction générale de la statistique italienne a été chargée de la préparation et de la publication de toutes les statistiques officielles, à l'exception toutefois des suivantes :

1° *La statistique de la production agricole* (qui est publiée par la direction générale de l'agriculture);

2° *Le mouvement du commerce et de la navigation* (qui est publié par la direction générale des domaines);

3° *La statistique pénitentiaire* (publiée par la direction générale des prisons);

4° *Les comptes rendus annuels des administrations des travaux publics* (postes, télégraphes, chemins de fer, etc.);

5° *Les rapports sur les services du ministère des finances*;

6° *Les rapports annuels sur le recrutement de l'armée de terre et de mer.*

On verra, dans le cours de cet exposé, quels sont le nombre et la nature des travaux confiés à la direction générale de la statistique; je vais indiquer auparavant quels sont ses moyens d'exécution.

Elle dispose, à vrai dire, d'un personnel fixe assez restreint (27 employés de rôle), dont le traitement est porté au chapitre 1<sup>er</sup> du ministère du commerce et de l'industrie pour la somme de 75,000 fr.

A ce personnel vient s'ajouter un nombre variable d'employés extraordinaires. Ces employés sont actuellement au nombre de 150.

Pour entretenir ce personnel extraordinaire, ainsi que pour payer les travaux qui se font à la tâche et en dehors du bureau, il a été alloué au service, pour l'année fiscale (1<sup>er</sup> juillet 1885 au 30 juin 1886), une somme de 320,000 fr.

Les frais nécessités par la publication des volumes de la statistique, ainsi que pour l'achat des modèles, des imprimés préparatoires et des tableaux graphiques servant à l'illustration des résultats numériques, s'élèvent à environ 100,000 fr.

En ajoutant une somme de 36,000 fr. sous le titre « Matériel », c'est pour l'ensemble des dépenses du service un total de 531,000 fr. (1).

Je citerai à cet égard ce qui se fait dans quelques autres États de l'Europe où, comme on le sait, la statistique est moins concentrée qu'en Italie.

Je rappellerai d'abord que dans le Royaume-Uni tout entier de la Grande-Bretagne et de

(1) On doit rappeler le dénombrement général de la population du royaume, effectué au 31 janvier 1881, et celui des Italiens demeurant à l'étranger publié à peu près à la même date, pour lesquels l'État a dépensé une somme de 717,000 fr. et les communes environ 2 millions de francs (sommes réparties entre trois exercices).

l'Irlande, le montant des dépenses faites pour les bureaux de statistique s'élèvent à 1,382,175 fr., total dans lequel ne se trouvent pas comprises les dépenses faites par le *Local Government Board*, qui publie les comptes rendus statistiques des administrations des comtés, des paroisses et des bourgs, ni celles qui sont effectuées par le département de l'agriculture pour la statistique de la production agricole, lesquelles sont inscrites au budget pour une somme d'environ 300,000 fr.; ni celles, non plus, de la statistique judiciaire.

Quant au dénombrement de la population du Royaume-Uni, la dépense, qui ne figure pas dans les chiffres précédents, s'est élevée, à la charge de l'État, à 4,830,300 fr.

Passons à l'Allemagne où les administrations sont constituées sur des principes de discipline sévère et de grande économie.

On sait qu'à Berlin deux offices de statistique fonctionnent simultanément : le bureau de la statistique de l'Empire et le bureau royal de statistique de Prusse. Chaque État de l'Allemagne a un bureau à lui, dont les travaux ne font pas double emploi avec le bureau de l'Empire.

Dans le budget de 1883, le bureau de statistique de l'Empire d'Allemagne entre, pour le budget ordinaire seulement, pour une somme de 710,000 fr. Quant aux bureaux mêmes de Prusse, de Bavière, de Saxe et de Wurtemberg, leur budget en dépenses ordinaires est de 819,000 fr., ce qui donne lieu à un total de 1,529,000 fr. Or, comme les quatre États ci-dessus mentionnés comptent une population d'au moins 37,500,000 habitants et que les petits États, comme l'Alsace-Lorraine, la Thuringe, etc., possèdent pour la plupart un bureau de statistique, on peut estimer à 165,000 fr., au moins, la part qui leur revient, ce qui porterait le budget statistique ordinaire de toute l'Allemagne à 1,694,000 fr.

Et cela, sans compter la statistique spéciale des professions et des établissements industriels, pour laquelle il a été alloué au bureau central une somme de 3,175,383 fr. (répartie entre trois exercices), ni le recensement de la population dont les frais, pour la Prusse seule, se sont élevés à 637,000 fr. Et encore ne s'agit-il ici que des dépenses de l'État et non de celles des administrations locales.

Pour en revenir à l'Italie, on constate que les dépenses du service de la statistique augmentent chaque année. Cela tient à plusieurs causes que je pourrais résumer ainsi :

- 1° Entreprise de travaux nouveaux;
- 2° Développement des travaux déjà entrepris;
- 3° Nouvelle méthode pour le dépouillement des faits et correspondances directes qu'elle entraîne avec les communes, les écoles, les tribunaux, les hôpitaux, les fondations de bienfaisance, les associations de secours mutuels, etc.

Ces divers points méritent d'être éclaircis, et cela m'amène à passer en revue les principales statistiques récemment entreprises.

J'indiquerai tout d'abord la statistique des causes de décès qui date de 1881; la statistique sanitaire annuelle des hôpitaux (qui date de 1883); celles du mouvement du personnel des fonctionnaires de l'État et des pensions de retraite (1882); auxquelles il convient d'ajouter les statistiques de la justice civile et pénale; celle de l'instruction publique, dont j'ai déjà parlé; l'enquête colossale sur les fondations charitables qui a été commencée en 1883, et qui ne pourra être achevée avant deux ans; la statistique industrielle, poursuivie depuis 1884; celle des salaires, celle des prix des denrées, et, enfin, l'enquête entreprise, il y a quelques mois à peine, sur les conditions hygiéniques et sanitaires des communes, et qui sera bientôt achevée.

À côté de ces travaux nouveaux, on doit mentionner le développement considérable apporté aux statistiques qu'on faisait déjà régulièrement depuis longtemps, parmi lesquelles je citerai celle des finances des communes et des provinces, celles de l'émigration, des sociétés de secours mutuels, des élections politiques ou administratives, etc.

Je pourrais prolonger cette énumération, mais j'ai hâte d'arriver à l'objet principal

de ma communication, je veux parler de la centralisation du dépouillement, système nouveau qui, comme je l'ai déjà dit, s'est imposé peu à peu par la force des choses et que nous avons adopté pour presque tous les travaux.

Depuis longtemps, nous avons été frappé des erreurs que l'on trouvait dans les tableaux fournis par les bureaux des préfectures, dans lesquels venaient se résumer les données élémentaires des communes. Il était très difficile de démêler la vérité au milieu de renseignements souvent contradictoires. Il était donc prudent de remonter à la source même.

Les employés des préfectures étant souvent transférés d'une province à l'autre, il arrivait que les travaux de dépouillement restaient interrompus jusqu'à ce qu'ils fussent repris par de nouveaux venus, souvent moins habiles que leurs devanciers, et qui, dans tous les cas, ne pouvaient être rendus responsables de l'achèvement d'un travail commencé par d'autres mains.

C'est ainsi qu'on a été amené peu à peu, et sans qu'on y ait songé d'avance, à centraliser, dans un seul bureau, les bulletins originaux, pour toute espèce d'enquête statistique.

Pour donner une idée du nombre considérable des bulletins qu'il s'agit de dépouiller, je ferai remarquer que mon bureau opère maintenant sur 220,000 bulletins de mariages, sur 800,000 bulletins de décès, sur 210,000 bulletins de causes de décès (1), sur 450,000 bulletins de malades dans les hôpitaux, sur les tableaux de 23,000 fondations charitables, etc., etc.

Si l'on a été conduit à entreprendre le dépouillement au centre des bulletins individuels des infirmes dans les hôpitaux, c'est que les directeurs de ces établissements se prêtaient peu volontiers à ce genre de travail, ou qu'ils se contentaient d'en confier le soin à des agents subalternes généralement incapables et quelquefois peu consciencieux. Il y avait à craindre d'ailleurs que, faute de ressources suffisantes ou par mauvaise volonté, il n'y eût un retard plus ou moins prolongé dans l'envoi des documents.

Par le dépouillement au centre, on a paré à ces inconvénients, en même temps qu'on a pourvu à la nécessité d'imprimer au travail une uniformité rigoureuse, en ce qui concerne la classification des maladies qu'il fallait rendre comparable à celle des causes de décès (2).

Dans le cours de cette année, une grande enquête a été organisée sur les *conditions hygiéniques et sanitaires* de toutes les communes, et les résultats généraux en ont déjà été publiés comme annexes au rapport du sous-secrétaire d'État (M. Morana) au président du Conseil, ministre de l'intérieur, au sujet des mesures prises par le Gouvernement à l'occasion de l'épidémie cholérique de 1884-1885.

Cette enquête a été établie à l'aide d'un questionnaire dressé par le Conseil supérieur de santé et ne comportant pas moins de 170 questions groupées sous 21 titres. On a recueilli les réponses des 8,259 communes du royaume, et la publication *in extenso* destinée à contenir les renseignements fournis, paraîtra dans quelques mois en un volume d'environ 700 pages.

En attendant, on a continué à faire paraître, dans les *Annales de statistique*, plusieurs

(1) La statistique des causes de décès a été limitée jusqu'à présent aux 284 villes chefs-lieux de province ou d'arrondissement; elle comporte 210,000 bulletins, ce qui correspond environ au quart des décès de tout le royaume.

Ces bulletins sont signés, au *recto*, par l'officier de l'état civil qui y inscrit le sexe, l'âge, l'état civil, la profession, etc., du décédé, et, au *verso*, par le médecin qui a soigné l'individu dans sa dernière maladie.

Quant à la statistique des décès, elle se fait par le dépouillement direct des bulletins individuels produits pour chacun d'eux, dans toutes les communes sans exception.

(2) Le bureau de la statistique sanitaire est dirigé par un médecin (le Dr Raseri) assisté de deux de ses confrères, lesquels marquent chaque bulletin d'un numéro d'ordre correspondant à la maladie, d'après une classification établie par une commission spéciale et approuvée par le Conseil supérieur de santé.

études de statistique sanitaire relatives au personnel sanitaire, au service des médecins communaux, aux conditions sanitaires dans les prisons, aux mesures prises en faveur des enfants abandonnés ; à l'alcoolisme, aux aveugles, sourds-muets, idiots, crétins et fous, ainsi qu'aux conditions démographiques des grandes villes d'Italie comparées à celles de l'étranger, etc.

De son côté, la statistique de l'*émigration* a pris de nouveaux développements. Avant 1880, on se bornait à publier quelques tableaux numériques. Depuis 1881, les volumes publiés à ce sujet renferment des renseignements détaillés sur le caractère de l'émigration de chaque commune, ainsi que sur les conditions économiques des émigrés. Ces derniers renseignements sont contrôlés et complétés par des rapports circonstanciés de nos consuls à l'étranger.

En ce qui concerne la *statistique judiciaire*, qui est aussi publiée par la direction générale de statistique, sous le contrôle d'une commission spéciale instituée par le ministre de la justice, on a également adopté, le 1<sup>er</sup> janvier 1884, la méthode des bulletins individuels.

Pour chaque prévenu, un bulletin individuel est dressé au commencement de l'instruction et ce bulletin l'accompagne dans les divers degrés du procès jusqu'au recours en cassation et finalement jusqu'au moment où la condamnation est devenue irrévocable.

Le nombre annuel des prévenus pour crimes est d'environ 30,000. Quant aux notices personnelles qui concernent les prévenus jugés par les tribunaux correctionnels et par les juges de paix, elles continuent à être recueillies par la méthode ordinaire, c'est-à-dire à l'aide des registres journaliers qui suivent la marche des procès.

La statistique des *budgets de prévision* des communes et des provinces a été faite chaque année depuis 1863, mais depuis quelques années elle a pris une plus grande extension (1).

Ici encore s'est fait sentir la nécessité du dépouillement au centre, car on n'a pas tardé à reconnaître que les travaux de sous-préfectures, sans compter qu'ils n'arrivaient que lentement, contenaient un si grand nombre d'erreurs qu'il aurait fallu plus de temps au bureau central pour les vérifier que pour exécuter le travail tout entier.

L'administration ne pouvait se contenter d'établir annuellement la statistique des budgets de prévision. Elle a entrepris, en 1883, un travail très détaillé sur les comptes définitifs et sur les taxes appliquées dans toutes les communes. Cette nouvelle enquête, qu'il ne sera pas possible de répéter tous les ans, donne, en regard de chaque taxe, le nombre des contribuables et la recette réellement perçue ; le nombre et le montant des contributions inexigibles. Elle fournit la classification des contribuables d'après les tarifs adoptés pour chaque commune ; elle fait connaître les règlements locaux en les groupant, par analogie, suivant les classifications adoptées, on relève les anomalies, etc.

Une étude mathématique complète l'exposé statistique de la distribution des contribuables, et la résume, sous forme graphique, de manière à représenter la pyramide de la richesse sociale.

On a établi, enfin, une sorte de grand-livre des emprunts communaux dont on peut étudier aussi les variations successives, ce qui permet, à un moment donné, d'établir la situation de la dette en capital, déduction faite du service des intérêts et de l'amortissement.

Cette étude analytique est établie d'après les contrats originaux, signés par les notaires. Les communes sont tenues d'envoyer ces contrats, sous pli enregistré, au bureau de statistique, qui les renvoie, après en avoir extrait les renseignements nécessaires pour ses calculs.

(1) Il suffira de dire que, jusqu'en 1882, les revenus comportaient 75 rubriques et les dépenses 124, tandis qu'en 1884 il y en a respectivement 92 et 162.



J'ajoute que, depuis 1881, la statistique des finances locales est complétée par le relevé du patrimoine actif des communes et des provinces.

Je ne pousserai pas plus loin l'énumération des travaux périodiques ou autres qui entrent dans les attributions de mon service, et je me bornerai à renvoyer aux annexes qui terminent cette notice, et qui renferment :

- A) Le texte des décrets royaux qui règlent la constitution du conseil de statistique ;
- B) L'arrêté qui règle les attributions de la direction générale de la statistique au ministère de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ;
- C) Le décret royal constituant et organisant la commission centrale de la statistique judiciaire ;
- D) Le décret royal relatif à la périodicité des différentes enquêtes statistiques, et indiquant l'ordre de certains travaux à publier à intervalles non déterminés.

Je me résume en peu de mots : ce qui intéresse le plus, ce n'est pas de concentrer toutes les branches de la statistique sous la direction d'un seul homme, mais d'obtenir, au moyen d'un conseil supérieur, composé de représentants de la science et des différents services publics, que toutes les enquêtes soient coordonnées entre elles et ne fassent pas double emploi.

Il y a une autre espèce de centralisation, qui est très recommandable : celle qui consiste à charger un bureau central, pour chaque branche de la statistique, de faire le dépouillement des pièces d'origine (bulletins individuels, etc.).

Ces deux espèces de centralisation peuvent être réalisées tout aussi bien par l'exécution dans chaque ministère des statistiques concernant ses propres services, que par la réunion de toutes les branches de la statistique sous l'impulsion d'un seul chef, aidé par des organes spéciaux, pour les statistiques sanitaires, judiciaires, mathématiques et autres. Et en faveur de la seconde espèce de centralisation, je puis invoquer l'autorité du savant directeur de la statistique de l'Empire d'Allemagne, M. Becker, qui, dans un mémoire remarquable qu'il a publié en 1884 (1), est arrivé aux mêmes conclusions que celles que je viens d'avoir l'honneur d'exposer.

Ce procédé augmente, il est vrai, dans une mesure considérable le travail du bureau central (2), mais dès qu'on a commencé à mettre en œuvre ce mécanisme perfectionné, on ne peut y renoncer, car on ne peut s'empêcher de reconnaître que le dépouillement des matériaux statistiques, opéré sous les yeux du directeur responsable, est le seul qui garantisse la vérité des faits et l'uniformité de vues dans leur interprétation.

L. BODIO,

*Directeur général de la statistique du royaume d'Italie.*

(1) *Die Organisation der amtlichen Statistik im Deutschen Reich.*

(2) Depuis que cette réforme a été établie, le nombre des protocoles de l'ensemble de la direction, qui ne dépassait pas 5,246 en moyenne pendant les sept années de la période 1874-1880, s'élève aujourd'hui à 64,000. Le travail de la direction s'est donc élevé dans cet intervalle de 1 à 12, et la progression ne s'arrêtera pas là.

## TROISIÈME PARTIE.

**Bibliographie.****Ministère des affaires étrangères.**

Bollettino consolare (mensile): Rapports commerciaux des consuls italiens à l'étranger.

**Ministère de l'Intérieur.**

Calendario generale del Regno d'Italia.

Statistica delle carceri (annuale).

**Ministère des Finances.**

Annuario del Ministero delle Finanze.

*Direzione del Demanio e delle tasse.* Relazione sulla amministrazione del demanio e delle tasse sugli affari (annuale).

*Direzione generale delle gabelle.* Bollettino di legislazione e statistica doganale e commerciale (bimestrale).

Movimento commerciale del Regno (annuale).

Movimento della navigazione nei porti del Regno (annuale).

Statistica del commercio speciale di importazione e di esportazione (mensile).

Statistica delle fabbriche di spirito, birra, acque gazzose, zucchero, olio di semi di cotone, cicoria preparata e polveri piriche e delle tasse relative.

*Direzione generale del Debito Pubblico.* Relazione alla commissione di vigilanza sui rendiconti dell' amministrazione del Debito pubblico (annuale).

Relazione e rendiconto consuntivo sulla gestione annuale dell' amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti.

*Direzione generale delle imposte dirette e del catasto.* Relazione annuale.

*Ragioneria generale.* Relazione della ragioneria generale (annuale).

**Ministère de la Guerre.**

Annuario militare.

*Direzione generale delle leve e della truppa.* Torre Federico (Tenente generale). Relazione delle leve e delle vicende dell' esercito italiano (annuale).

*Comitato di sanità militare.* Relazione medico-statistica sulle condizioni sanitarie dell' esercito e della marina militare (annuale).

**Ministère de la Marine.**

Annuario ufficiale della R<sup>a</sup> Marina.

**Ministère de l'Instruction publique.**

Bullettino ufficiale (mensile).

Stato del personale addetto alla Pubblica Istruzione (annuale).

**Ministère des Travaux publics.**

Bullettino postale (mensile).

Relazione sul servizio postale in Italia (annuale).

Bullettino telegrafico (mensile).

- Relazione statistica sui telegrafi del Regno d'Italia (annuale).
- Relazione statistica sulle costruzioni ed esercizio delle strade ferrate italiane (annuale).
- Relazione sulle costruzioni di strade ordinarie a cura e conto dello Stato (Nazionali e provinciali sovvenute) [annuale].
- Relazione intorno al servizio delle Casse postali di risparmio (annuale).
- Direzione generale delle opere idrauliche.* Relazione sui servizi idraulici (annuale).

### **Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.**

- Direzione generale della statistica.* Annali di statistica.
- Movimento dello stato civile (annuale).
- Statistica dell'emigrazione italiana (annuale).
- Statistica delle cause delle morti avvenute nei comuni capoluoghi di provincia, di circondario e di distretto e delle morti violente (annuale).
- Movimento degli infermi negli ospedali civili del Regno (annuale).
- Statistica giudiziaria civile e commerciale (annuale).
- Statistica giudiziaria penale (annuale).
- Statistica dell'istruzione elementare (annuale).
- Statistica dell'istruzione secondaria e superiore (annuale).
- Statistica dei lettori, delle opere studiate e dei libri acquistati e donati alle Biblioteche governative del Regno (annuale).
- Statistica dei bilanci comunali, provinciali e delle camere di commercio (annuale).
- Movimento degli impiegati civili e dei militari in attività di servizio, e dei pensionati civili e militari (annuale).
- Statistica dei prezzi di alcune derrate (annuale).
- Annuario statistico.
- Censimento generale della popolazione del Regno (decennale).
- Censimento degli Italiani all'estero (decennale).
- Statistica della produzione industriale (decennale).
- Statistica dei salari (quinquennale).
- Statistica elettorale amministrativa (quinquennale).
- Statistica delle tasse comunali (quinquennale).
- Statistica del patrimonio e dei debiti dei comuni e delle provincie (triennale).
- Censimento degli impiegati in attività di servizio e dei pensionati dello Stato, civili e militari (quinquennale).
- Statistica delle banche di emissione e degli istituti di credito ordinario, fondiario ed agrario (biennale).
- Statistica delle banche popolari (biennale).
- Statistica delle Casse di risparmio (quinquennale).
- Statistica delle società di mutuo soccorso (quinquennale).
- Statistica delle Opere Pie e delle spese di beneficenza sostenute dai Comuni e dalle Provincie (decennale).
- Direzione generale dell'agricoltura.* Annali.
- Bollettino ampelografico (Pubblicazione senza periodo determinato).
- Bollettino di notizie agrarie (settimanale).
- Bollettino ufficiale per l'amministrazione forestale italiana (mensile).
- Bollettino settimanale dei prezzi di alcuni dei principali prodotti agrari e del pane (settimanale).
- Divisione Industrie e Commercio.* Annali.
- Bollettino dei fallimenti (mensile).
- Bollettino di notizie commerciali (settimanale).

Bollettino ufficiale della proprietà industriale (settimanale).  
 Bollettino di notizie sul credito e la previdenza (bimensile).  
 Bollettino semestrale del credito cooperativo, ordinario, agrario e fondiario.  
 Bollettino semestrale del risparmio.  
 Bollettino ufficiale delle società per azioni (settimanale).  
 Bollettino mensile della situazione dei conti degli Istituti d'emissione, del cambio dei biglietti di banca ed a responsabilità dello Stato ed operazioni delle stanze di compensazione.  
 Bollettino bimestrale delle situazioni dei conti degli Istituti d'emissione.

---

## PIÈCES ANNEXÉES.

---

### A. — *Organisation du service de la statistique de l'État.*

(Décrets royaux du 19 février 1882, n° 655, et du 18 mai 1884, n° 2316.)

HUMBERT 1<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu et par la volonté de la Nation, Roi d'Italie,

Vu les décrets royaux du 25 février 1872, n° 708, du 16 novembre 1873, n° 1696 (2<sup>e</sup> série), et du 10 février 1878, n° 4288 (2<sup>e</sup> série), concernant la *commission centrale de statistique* et l'organisation du service de la statistique au centre, ainsi que dans les communes et dans les provinces ;

Vu le décret royal du 8 septembre 1878, n° 4428 ;

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ;

Entendu le Conseil des Ministres :

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Toutes les administrations de l'État doivent fournir à la direction générale de la statistique les données qui leur seront demandées.

Art. 2. — A la place de la commission centrale, telle qu'elle avait été constituée par le décret royal du 25 février 1872, sont substitués un conseil supérieur de statistique et un comité permanent.

Le conseil supérieur donne son avis sur les enquêtes statistiques à entreprendre par les administrations de l'État et sur les méthodes à suivre pour les exécuter.

Le comité permanent est consulté pour résoudre les difficultés qui se présentent dans la compilation des travaux dont la direction générale de la statistique est chargée.

Art. 3. — Le conseil supérieur se compose de douze membres nommés par décret royal, de 7 membres de droit et de 8 délégués des ministères.

Les premiers sont choisis parmi les statisticiens et les économistes les plus distingués.

Ils conservent leurs fonctions pendant trois ans et peuvent être réélus.

Les membres de droit sont :

1° Le secrétaire général du Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ;

2° Le directeur général de la statistique ;

3° Le directeur général des consulats et du commerce au Ministère des affaires étrangères

4° Le directeur général des douanes ;

5° Le directeur général de l'agriculture ;

6° Le directeur de l'industrie, du commerce et des institutions de prévoyance.

Chaque Ministère délègue annuellement un de ses fonctionnaires supérieurs à faire partie du conseil.

Le conseil est présidé par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Un vice-président est élu chaque année par le Roi parmi les membres du conseil.

Le secrétaire du conseil supérieur et du comité permanent sera nommé par décret royal parmi les chefs de bureau de la direction générale de la statistique.

Art. 5. — Pour la validité des délibérations du conseil, il faut que douze membres soient présents.

Art. 6. — On peut inviter à prendre part aux discussions du conseil, sans droit de vote, en dehors des membres, des hommes compétents dans les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 7. — Le conseil se réunit en sessions ordinaires et extraordinaires.

Les sessions ordinaires ont lieu en novembre pour examiner le programme des nouvelles enquêtes à entreprendre, et en juin pour contrôler les résultats des statistiques achevées.

Les invitations pour les sessions ordinaires seront envoyées aux membres du conseil dix jours avant l'ouverture, et annonceront les sujets à traiter.

Art. 8. — Le comité permanent se compose du directeur général de la statistique du royaume, qui en est le président, et de quatre membres du conseil supérieur, choisis par le Ministre, parmi ceux qui résident habituellement à Rome.

Le comité se renouvelle annuellement par moitié, sauf réélection des membres sortants (la première fois par tirage au sort, ensuite par ordre d'ancienneté d'élection).

Art. 9. — Les membres du conseil supérieur et du comité permanent reçoivent une indemnité de 20 fr. par séance en outre des frais de voyage pour ceux qui ne demeurent pas à Rome.

*B. — Organisation de la Direction générale de la statistique, d'après l'arrêté ministériel du 18 janvier 1886, qui distribue les services du Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.*

(Partie concernant le service statistique.)

**Direction générale de la statistique.**

*Première division.*

1<sup>re</sup> SECTION. — Statistique démographique et sanitaire. Dénombrement décennal de la population. Mouvement annuel de l'état civil. Émigration. Causes des décès. Hôpitaux. Personnel sanitaire. Conditions hygiéniques et sanitaires des communes.

2<sup>e</sup> SECTION. — Statistique administrative et électorale. Statistique de l'enseignement public. Statistique des fondations de charité.

3<sup>e</sup> SECTION. — Statistique judiciaire, civile et criminelle.

*Deuxième division.*

1<sup>re</sup> SECTION. — Statistique industrielle. Prix et salaires. Statistique mathématique et cartographie.

2<sup>e</sup> SECTION. — Finances des communes et des provinces. Établissements de crédit. Institutions de prévoyance. Annales de statistique. Annuaire.

*C. — Constitution de la Commission de la statistique judiciaire.*

(Décrets royaux du 20 avril 1882, n° 742, du 24 mai 1885, n° 3135, et du 14 février 1886, n° 3670.)

HUMBERT I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu et par la volonté de la Nation, Roi d'Italie.

Vu les articles 149 et suivants du règlement général judiciaire,

Vu la nécessité d'avoir annuellement une statistique complète sur l'administration de la justice civile et criminelle dans tout le Royaume, et de donner aux travaux qui la concernent une organisation et une impulsion efficace ;

Sur le rapport du Ministre de la justice et des cultes, de concert avec le ministre de l'agriculture et du commerce,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — La statistique judiciaire civile et la statistique judiciaire criminelle sont compilées annuellement et sont publiées dans l'année qui suit celle à laquelle elles se rapportent.

Art. 2. — Les travaux pour la compilation de la statistique judiciaire sont faits par la direction générale de la statistique, au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, d'après les instructions que le Ministre de la justice et des cultes jugera opportun de donner, sur l'avis de la commission.

La publication des travaux est faite par ordre et au nom du Ministre susdit.

Art. 3. — La direction générale de la statistique du royaume est en communication avec les bureaux du Ministère public près les cours et les tribunaux, pour les données nécessaires à ses travaux.

Au Ministère de la justice et des cultes il est institué une commission chargée :

a) De donner son avis sur les *critériums* et les méthodes à suivre pour la compilation des publications statistiques périodiques en matière civile, commerciale et criminelle, et pour les autres enquêtes spéciales, y compris les travaux de statistique comparée, que le Ministre de la justice jugera nécessaires ;

b) De proposer les modifications qu'elle jugerait utile d'apporter à la matière et à la forme des registres statistiques à employer dans les bureaux judiciaires ;

c) D'étudier les questions concernant la compilation des travaux statistiques qui pourraient être proposés par ledit Ministre, par l'autorité judiciaire ou par la direction générale de la statistique, et de donner son avis ;

d) D'examiner les travaux préparés par la direction générale de la statistique pour les publications périodiques et les soumettre à l'approbation du Ministre, sauf les modifications qu'elle pourrait juger utiles d'y apporter ;

e) D'examiner les comptes rendus statistiques annuels rédigés par les représentants du ministère public, d'après l'article 150 de la loi sur l'organisation judiciaire.

f) De présenter au Ministre de la justice un rapport annuel sur les résultats les plus importants des statistiques publiées, et sur les faits que, d'après leur examen et d'après les comptes rendus des bureaux du Ministère public, il paraîtrait nécessaire de prendre en considération.

Art. 5. — La commission se compose du directeur général de la statistique et de dix-neuf membres nommés par le Ministre de la justice.

Elle est présidée par le secrétaire général du Ministère de la justice, et, en son absence, par un des membres de la commission, choisis tous les trois ans par le Ministre garde des sceaux.

Le Ministre, lorsqu'il intervient à une séance, en prend la présidence de droit.

L'un des membres de la commission, choisi parmi les fonctionnaires du Ministère de la justice et des cultes, en est le secrétaire permanent; il tient la correspondance relative aux travaux de la commission.

Un ou plusieurs sous-secrétaires peuvent être appelés pour l'assister dans ses fonctions.

Art. 6. — Trois ans après la constitution de la commission, il est procédé, au commencement de chaque année, au renouvellement du tiers des membres nommés par le Ministre, le secrétaire permanent excepté; la première et la seconde fois par tirage au sort et successivement par ordre d'ancienneté. Les membres sortants ne peuvent pas être réélus qu'un an après qu'ils ont cessé de faire partie de la commission.

Art. 7. — La commission se réunit en session ordinaire chaque année, dans le mois de juin, et en session extraordinaire toutes les fois que le Ministre le juge opportun.

Art. 8. — Pour la légalité des résolutions de la commission, il est nécessaire que cinq de ses membres soient présents.

La commission délibère à la majorité absolue des voix.

Art. 9. — Un comité composé du directeur général de la statistique, du secrétaire permanent de la commission et de trois autres membres choisis par le garde des sceaux parmi ceux d'entre eux qui résident habituellement à Rome, est chargé de mettre en œuvre les résolutions adoptées par la commission et approuvées par le Ministre; d'examiner et de proposer en cas d'urgence, et pendant que la commission ne tient pas ses séances, la résolution des difficultés et des doutes qui pourraient se présenter dans la compilation des statistiques judiciaires, et de faire les autres études et travaux qui pourraient lui être requis par la commission ou par le garde des sceaux.

Le chef du bureau de la statistique judiciaire assiste aux séances avec voix consultative.

Pour la résolution de quelques questions spéciales, le comité peut s'agréger temporairement d'autres membres de la commission.

La présence de trois membres effectifs est nécessaire pour la validité des délibérations du comité.

Art. 10. — Les membres de la commission ont droit à une indemnité de 20 fr. pour chacune des séances auxquelles ils assistent. Ceux qui résident hors de Rome ont droit en outre au remboursement des frais de voyage.

D. — *Décret royal du 23 octobre 1884 concernant l'organisation du service de statistique.*

Vu la loi du 30 juin 1878, n° 4449 (2<sup>e</sup> série);

Vu les décrets du 8 septembre 1878, n° 4498 (2<sup>e</sup> série), et du 25 mars 1883, n° 1262 (3<sup>e</sup> série);

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les travaux confiés à la direction générale de la statistique sont divisés en trois catégories, selon qu'ils doivent être renouvelés tous les ans, ou à des intervalles déterminés de plus d'un an, ou sans période fixée à l'avance.

Les travaux de la première catégorie sont les suivants : 1<sup>o</sup> le Mouvement de l'état civil (naissances, mariages, décès); 2<sup>o</sup> la Statistique de l'émigration; 3<sup>o</sup> la Statistique des causes de décès; 4<sup>o</sup> le Mouvement des malades dans les hôpitaux; 5<sup>o</sup> la Statistique des accidents *sur le travail*; 6<sup>o</sup> la Statistique judiciaire civile et commerciale; 7<sup>o</sup> la Statistique judiciaire criminelle; 8<sup>o</sup> la Statistique de l'enseignement primaire, secondaire, supérieur et professionnel; 9<sup>o</sup> la Statistique des budgets des communes, des provinces et des chambres de commerce; 10<sup>o</sup> le Mouvement des employés de l'État (civils et militaires) et des pensionnés de l'État; 11<sup>o</sup> la Statistique des prix des denrées; 12<sup>o</sup> l'Annuaire statistique.

La deuxième catégorie comprend : 1<sup>o</sup> le Dénombrement général de la population du royaume (par périodes décennales); 2<sup>o</sup> le Dénombrement des Italiens à l'étranger (décennal); 3<sup>o</sup> la Statistique de la production industrielle (décennale); 4<sup>o</sup> la Statistique des salaires (tous les 5 ans); 5<sup>o</sup> la Statistique des établissements de bienfaisance (décennale); 6<sup>o</sup> la Statistique électorale administrative (tous les 5 ans); 7<sup>o</sup> la Statistique des taxes des communes (tous les 5 ans); 8<sup>o</sup> la Statistique du patrimoine actif et des dettes des communes et des provinces (tous les 3 ans); 9<sup>o</sup> le Recensement des employés en service et des pensionnés de l'État, civils et militaires (tous les 5 ans); 10<sup>o</sup> la Statistique des banques d'émission et des établissements de crédit ordinaire, foncier et agraire (tous les 2 ans); 11<sup>o</sup> la Statistique des banques populaires (tous les 2 ans); 12<sup>o</sup> la Statistique des caisses d'épargne (tous les 5 ans); 13<sup>o</sup> la Statistique des sociétés de secours mutuels (tous les 5 ans).

Sont comprises dans la troisième catégorie : 1<sup>o</sup> la Statistique du personnel sanitaire et des conditions hygiéniques et sanitaires des communes; 2<sup>o</sup> la Statistique électorale politique; 3<sup>o</sup> la Statistique des bibliothèques.

Enfin, toutes les autres enquêtes qui pourront être délibérées.

Art. 2. — Les résultats sommaires des statistiques de la 1<sup>re</sup> et de la 2<sup>e</sup> catégorie seront publiés dans les premiers six mois de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Art. 3. — Les statistiques de la 3<sup>e</sup> catégorie devront être autorisées par un décret ministériel motivé.

---